

Date de dépôt : 8 mai 2019

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2018

Mesdames et
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (LFSI – D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

1. Introduction

Le nouveau Conseil d'Etat élu en 2018 a exprimé, dans son programme de législature, son engagement auprès des organisations internationales et non gouvernementales pour soutenir leurs activités. Une partie de cet engagement concerne la politique cantonale de solidarité internationale.

Cette politique est basée principalement sur la collaboration avec des partenaires présents sur le terrain qui connaissent bien les contextes et qui apportent une aide ciblée aux populations dans le besoin. Le canton a soutenu des projets qui bénéficient à des populations fragilisées dans les domaines de la santé, l'éducation, la gouvernance, les droits fondamentaux ou l'accès aux ressources naturelles. Les projets en relation avec le changement climatique et l'environnement (accès à l'eau, économie d'énergie, sécurité alimentaire, protection de la biodiversité) restent une priorité dans le cadre du budget de la solidarité internationale.

Les crises humanitaires et les conflits perdurent en Syrie, au Yémen, au Soudan du Sud ou au Bangladesh, avec des milliers de réfugiés Rohingyas en souffrance. En Amérique latine, des flux migratoires se sont renforcés vers les Etats-Unis, à travers le Mexique, pour fuir la violence et la pauvreté. A travers des soutiens octroyés au CICR (Comité international de la Croix-

Rouge) et à d'autres partenaires actifs dans les crises humanitaires, le canton a pu exprimer son soutien aux victimes dans ces contextes de crises.

Pour augmenter l'effort réalisé par le canton au profit de la solidarité et de la coopération internationale, le Conseil d'Etat demande à chaque département d'élaborer son propre projet de coopération pour lequel il allouera des ressources techniques et des compétences humaines. Ainsi, en 2018, des projets de coopération portés par le département chargé de la santé au travers des HUG (Hôpitaux universitaires de Genève) et par le département du territoire (office cantonal de l'eau) ont été financés avec le fonds de solidarité internationale, respectivement au Cameroun et à Madagascar.

Le canton de Genève, grâce à sa volonté politique, mais aussi à la présence de nombreuses organisations internationales et non gouvernementales et à une société civile active et engagée, continue d'apporter son aide en faveur des personnes en difficulté, ceci afin de contribuer à construire un monde plus équitable.

2. Le budget de la solidarité internationale

En 2018, le montant attribué à la solidarité internationale a été de 17 040 594 francs, dont 15 928 000 francs ont été destinés à des subventions (annexe 1).

Le CICR a bénéficié d'un soutien de 4 500 000 francs et la Fédération genevoise de coopération (FGC) de 2 500 000 francs. Un montant de 1 454 361 francs a été attribué à titre de participation au loyer de 42 missions diplomatiques de PMA (pays moins avancés) pour soutenir leur présence à Genève.

Le service de la solidarité internationale a octroyé 7 355 874 francs pour des projets d'aide au développement et d'aide humanitaire ainsi que pour le soutien à des manifestations en relation avec la Genève internationale.

3. Financements accordés par le canton de Genève en 2018

Le budget de la solidarité internationale a permis de financer 69 nouveaux projets et de respecter des engagements qui avaient préalablement été pris sur 40 projets qui étaient en cours de réalisation début 2018.

La liste complète des projets financés figure en annexe 2. L'Afrique reste le continent qui reçoit le plus d'aide du canton (41% des projets). Le continent africain présente toujours de graves besoins endémiques et des indices élevés de pauvreté.

Concernant les domaines d'intervention, les projets de droits humains et de promotion de la paix ont bénéficié des 20% des fonds alloués aux projets. Genève, avec son esprit humanitaire, est souvent présentée dans les médias comme capitale internationale des droits humains. Elle compte un grand nombre d'acteurs impliqués dans la défense des droits humains ainsi que dans le suivi des travaux du Conseil des droits de l'homme. 13% des fonds ont été consacrés à l'aide humanitaire, principalement au Moyen-Orient. Les projets en relation avec le changement climatique et le développement durable ont reçu 14% des fonds de solidarité internationale.

Pour garantir une distribution rigoureuse de ces fonds, la commission consultative de la solidarité internationale (CCSI) a tenu 5 séances consacrées à l'évaluation de projets. Au total, 19 nouveaux projets ont été examinés, dont 18 ont fait l'objet d'un préavis positif soumis au Conseil d'Etat.

Pour les projets dont la contribution demandée à l'Etat est inférieure ou égale à 60 000 francs, la commission du service a tenu 20 séances et examiné 69 nouvelles demandes. Un préavis positif a été émis pour 59 projets qui ont été validés par le département présidentiel. Dix projets ont été refusés.

4. Projets par domaine d'intervention

Dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030 adopté en 2015 par les Etats membres de l'ONU, il est important de définir l'adéquation des projets financés par le canton avec les objectifs décrits dans l'agenda des Nations Unies.

4.1 Droits humains



L'ODD 16 : « La paix, la justice et les institutions efficaces constituent l'ODD 16. Il prévoit de réduire toutes les formes de violence et les taux de violence qui y sont associés. Il veut mettre fin à la maltraitance, l'exploitation, la traite et toutes formes de violence et de torture dont sont victimes, principalement les enfants ».

Genève, comme capitale humanitaire et des droits humains, se doit de prêter un intérêt particulier à la défense des droits humains et à l'application du droit international humanitaire.

Un montant de 1 615 995 francs a été attribué à des associations genevoises actives dans la protection de défenseurs des droits humains, dans la lutte contre la violence, dans le soutien aux victimes ou dans le

renforcement des institutions. Cela représente 20% des projets financés en 2018.

Parmi les projets soutenus se trouvent des initiatives pour la protection des défenseurs des droits humains en Amérique latine, principalement au Honduras et au Guatemala et pour la participation à la construction de la paix en Colombie, où malgré la signature des accords de paix, les populations civiles ont besoin de protection. Un projet en Afrique du Nord a également été soutenu pour apporter une aide et une protection en faveur des enfants et jeunes migrants qui arrivent au Maroc et en Tunisie.

Une aide particulière a été attribuée aux associations qui continuent à lutter contre l'impunité des auteurs de violation des droits humains, mais aussi contre la torture soit au niveau de la prévention, soit de la prise en charge des victimes.

4.2 Projets environnementaux

Depuis 2010, sur recommandation de la CCSI, les projets en relation avec l'environnement sont devenus prioritaires dans la politique cantonale en matière de solidarité internationale. En 2018, la CCSI a manifesté sa volonté de poursuivre cet engagement: elle a proposé de continuer à attribuer 1 million de francs par année à ce domaine durant la législature 2018-2023; de financer des organisations basées en Suisse (et pas uniquement à Genève); de favoriser des projets sur le moyen-long terme (2-3 ans) et d'encourager des partenariats multipartites.

Les projets soutenus en 2018 s'inscrivent majoritairement dans le cadre des ODD 2, 6, 7, 12.



L'ODD 2 : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.



L'ODD 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.



L'ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.



L'ODD 12 : Etablir des modes de consommation et de production.

En 2018, 980 088 francs ont été attribués à 15 projets environnementaux portant notamment sur l'agro-résilience des pratiques durables pour une agriculture d'adaptation aux nouveaux contextes climatiques au Mozambique (ODD 12) ou sur l'alimentation électrosolaire d'une adduction d'eau potable à Brickaville à Madagascar (ODD 6).

Au Ghana, le canton a soutenu un projet de formation et de création d'une centrale électro-solaire à des fins éducatives. La centrale sera installée dans le village de Ho, dans le bâtiment pédagogique « Centre Lady Volta » de l'ONG Village Exchange Ghana (VEG) qui forme depuis 2015 des personnes vulnérables – avec un focus particulier sur les femmes – à la construction de petits panneaux solaires (ODD 7).

Au Bangladesh, la Fondation Terre des hommes développe un projet pour améliorer la résilience des communautés insulaires. L'intervention prévoit l'amélioration des moyens de subsistance de 1800 familles de paysans touchées par les inondations passées ainsi que la réalisation de travaux d'infrastructure.

Biovision s'engage au Kenya dans l'accompagnement et l'information des paysans afin d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petits agriculteurs en fournissant une information pratique ainsi qu'une formation sur les méthodes d'agriculture écologique (ODD 12).

4.3. Coopération au développement

Dans le domaine du social, de la santé et de l'éducation, le fonds de la solidarité internationale a attribué 1 112 713 francs pour les projets en relation avec l'ODD 3 :



L'ODD 3 vise la bonne santé et le bien-être et concerne principalement les mères et les enfants, la lutte contre les épidémies et l'accès aux soins.

Ce montant représente 11% du fonds total de solidarité internationale et a été attribué principalement à des projets de lutte contre les maladies négligées, comme la trypanosomiase humaine africaine ou le noma. L'amélioration de l'accès aux soins a été soutenue avec des projets visant le développement de la formation en chirurgie reconstructive en Afrique de l'Est ainsi que la prise en charge médicale, juridique et sociale de victimes de violences sexuelles au Honduras et au Bénin.



L'ODD 4 vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Conscients de l'importance de renforcer la scolarisation des enfants, mais également de continuer à favoriser l'accès à la formation professionnelle, 1 013 015 francs ont été investis en Ouganda, au Kenya, au Myanmar, au Liban, au Cambodge et au Soudan du Sud.

Chaque année, une partie du fonds est octroyée à des étudiants de pays en développement afin de leur permettre de venir à Genève compléter leur formation dans des domaines en relation avec la coopération internationale et l'aide humanitaire. Les établissements ayant bénéficié de cette aide ont été principalement l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH), l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH) et l'Université de Genève.

4.4 Aide humanitaire

Un total de 1 527 511 francs sur le fonds de la solidarité internationale a été attribué aux actions d'aide humanitaire en 2018.

La situation au Moyen-Orient continue d'induire d'importants besoins humanitaires dans la région. Des projets de soutien aux déplacés irakiens et syriens ont été conduits grâce à des contributions financières du canton. Des organisations suisses comme la Fondation Terre des hommes (Tdh),

Médecins sans frontières (MSF) et CARE international ont reçu des fonds pour les actions d'urgence dans la région. Une attribution de 150 000 francs a été allouée à MSF pour l'accès aux soins en faveur des victimes du conflit au Yémen. La lutte contre l'épidémie Ebola a aussi été soutenue en République Démocratique du Congo.

L'Entraide protestante suisse (EPER) et la Croix-Rouge suisse apportent leur aide humanitaire aux populations déplacées du Soudan du Sud.

Les victimes de désastres naturels, tels que des inondations, cyclones et tsunamis au Bangladesh, en Indonésie et aux Philippines, ont reçu de l'aide de première urgence.

4.5 Coopération décentralisée

Les institutions publiques genevoises collaborent avec d'autres collectivités de pays en développement dans un échange de savoir-faire et de transfert de compétences qui contribuent également au rayonnement de Genève.

Dans son programme de législature, le CE a exprimé la volonté que chaque département élabore son propre projet de coopération auquel il allouera les ressources techniques et les compétences humaines nécessaires afin de renforcer l'action du canton au niveau de la solidarité internationale.

C'est ainsi qu'en 2018, les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) ont poursuivi leur engagement dans le développement d'une formation en ligne destinée aux pharmacies hospitalières en Afrique. Un programme visant à mettre en place des consultations pour la prévention du cancer du col de l'utérus a été financé au Cameroun.

A Madagascar, le département du territoire, à travers l'office cantonal de l'eau, entend aujourd'hui participer au projet mené par les communes françaises de la communauté transfrontalière de l'eau (CTEau). L'office cantonal de l'eau prévoit d'installer une centrale électro-solaire pour pomper l'eau potable d'un forage existant. Avec ce projet, il entend non seulement améliorer durablement l'accès à l'eau et les conditions de vie de la population de Brickaville, mais aussi encourager les liens dans la coopération décentralisée Nord-Sud et du Grand-Genève.

4.6 Actions et manifestations à Genève

Le service de la solidarité internationale instruit les dossiers concernant les actions ou manifestations sur territoire genevois s'inscrivant dans les domaines d'excellence de la Genève internationale.

Un total de 766 375 francs a permis de financer 18 projets qui ont notamment donné la possibilité à des représentants de la société civile de pays en développement de venir à Genève afin de participer à des événements organisés notamment dans le cadre des Nations Unies.

Les sessions et pré-sessions du Comité des droits de l'enfant ou les pré-sessions 2018 à l'Examen périodique universel de plusieurs Etats, sont des exemples de manifestations auxquelles le canton a pu associer la société civile de plusieurs pays en développement. Des délégué-e-s d'organisations issues de la société civile provenant de pays tels que le Cameroun, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire ou encore le Kenya, ont pu participer à des manifestations en lien avec la Genève internationale grâce au fonds cantonal.

Ce fonds permet également de soutenir le travail de la commission internationale des juristes (CIJ) à Genève, point focal mondial d'expertise et d'action sur l'indépendance et la responsabilité des juges, avocats et procureurs.

Des représentants de pays en développement ont pu participer également à la 7^e édition du Geneva Health Forum (GHF) qui s'est tenue en mai 2018 à Genève.

5. Information et sensibilisation du public aux problématiques des pays en développement

Le conseiller d'Etat chargé du département de la santé, a prononcé une allocution en ouverture de l'événement organisé par le service de la solidarité internationale. La [conférence-débat visait à présenter le projet de santé mentale en Bosnie-et-Herzégovine, auquel quatre cantons suisses – GE, FR, BE, JU – ont participé. Cet événement ouvert au public s'est tenu le lundi 26 novembre 2018 au Club suisse de la presse. Une centaine de personnes étaient présentes.](#) Il nous a paru important de mettre en avant ce projet car le canton de Genève, à travers le service de la solidarité internationale, y a activement participé que ce soit pour coordonner les activités ou pour apporter une expertise technique, grâce notamment à une collaboration avec les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Pour sensibiliser les jeunes Genevois, quatre voyages solidaires ont été soutenus par le fonds de la solidarité internationale en 2018 en partenariat, pour certains d'entre eux, avec le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP). Le collège Voltaire et le cycle de Cayla ont organisé des voyages au Sénégal. L'école Steiner, avec son association Cap ailleurs, a également participé à un projet de développement à Madagascar. Le cycle de Budé a permis à ses élèves de participer à la construction d'une médiathèque et d'une passerelle pour les jeunes de Madagascar.

Les 28 et 29 septembre dernier, la Ville de Genève a organisé les premières rencontres des voyages solidaires genevois. Les écoles ont pu exposer leurs expériences sur ces voyages et établir une meilleure coordination entre les différents acteurs. La directrice du service de la solidarité internationale a participé à la table ronde « Regards croisés des associations et des écoles ». Par ailleurs, depuis 2018, le DIP a actualisé la directive sur les voyages solidaires et a nommé une personne référente pour la coordination de ces différents voyages.

6. Evaluation et suivi des projets

Selon les procédures du service, pour les projets pluriannuels, les tranches financières annuelles sont versées suite à la validation des rapports intermédiaires. Les projets qui avaient obtenu un accord de financement avant 2018 ont fait l'objet d'un suivi du service. Les associations ont fourni 110 rapports opérationnels et financiers correspondant aux projets soutenus en 2016 et 2017.

Visites conduites par le service de la solidarité internationale

En 2018, deux collaboratrices du SSI ont réalisé une visite de terrain à Madagascar. Depuis 2014, ce pays a bénéficié de 1 027 497 francs du fonds de la solidarité internationale à travers des subventions octroyées à des associations ou fondations basées à Genève ou en dehors du canton dans le cadre des projets environnementaux. La visite a permis de faire le suivi d'une partie de ces subventions :

- Fondation Ecoformation : EcoFormation a pour buts la formation, le reboisement, l'agroforesterie et le rétablissement de la biodiversité. Le projet à Madagascar a été conceptualisé par le Professeur Balz Gfeller (EPFL, EPFZ, leaders en recherche et développement de projets en foresterie, agroforesterie et en biodiversité) et M. Philippe Dubois (MSc en agriculture).
- Association Glocal : Créée en 2010 à Genève, Glocal a pour finalité de favoriser l'adoption et l'introduction du développement durable dans la société.
- Les amis de Sentinelles (LADS) : Fondée en 2015, l'association œuvre dans le but de soutenir la fondation *Sentinelles: Au secours de l'innocence meurtrie*. Le projet vise à améliorer les conditions de détention des jeunes filles mineures, des femmes enceintes et des femmes incarcérées avec leurs enfants, dans la Maison centrale d'Antanimora à Antananarivo.

- Centre pour les droits civils et politiques (CCPR) : Le CCPR fournit un appui juridique et technique aux organisations de la société civile de plusieurs pays, dont Madagascar, afin qu'elles assurent la mise à disposition d'informations complètes et adéquates au comité des droits de l'homme notamment sur la situation des droits civils et politiques dans ces pays.
- Association pour la prévention de la torture (APT) : L'APT est présente à Madagascar depuis 2005. L'ONG se concentre dans ce pays sur la mise en œuvre de trois garanties procédurales lors des gardes à vue: le droit de la personne arrêtée à ce qu'un membre de sa famille soit averti de sa détention, le droit à ce qu'on lui annonce ses droits et l'obligation pour l'autorité de détention de tenir un registre des privations de liberté.

Un rapport de visite pour chacun de ces projets est disponible et les conclusions ont été discutées avec les associations concernées.

Fin 2017, une évaluation externe a été mandatée sur le "*Diplôme de formation continue en politiques et pratiques du développement*" (DPP) de l'IHEID. Les résultats de l'évaluation, disponibles en avril 2018, ont permis au Conseil d'Etat de se prononcer pour un nouveau soutien à cette formation de l'IHEID.

7. Fédération genevoise de coopération (FGC)

Il sied de rappeler qu'en 2017, le Grand Conseil a promulgué la loi accordant une aide financière annuelle de 2 500 000 francs à la Fédération genevoise de coopération pour les années 2017 à 2020. Au travers de cette loi, le canton reconnaît le rôle important joué par la FGC comme organisme de la société civile, la qualité de son travail et de celui de ses quelque 60 associations membres. Acteur prépondérant de la coopération internationale au développement et de l'information au public sur les questions de développement et les enjeux globaux, la FGC contribue au renforcement de la vie associative genevoise et assure, grâce à un travail bénévole conséquent, le bon fonctionnement de son entité. Outre le financement du canton, la FGC est soutenue par la DDC (Direction du développement et de la coopération), la Ville de Genève et 13 communes genevoises qui ont signé des accords-cadres avec elle.

Comme chaque année, la FGC a organisé en juin 2018 sa conférence annuelle destinée aux signataires d'un accord - cadre afin de leur présenter son bilan 2017 et ses orientations et perspectives pour 2018. Lors de cette

réunion, la secrétaire générale de la FGC a rappelé les 4 axes prioritaires de l'organisme: maintenir un dialogue dynamique et constructif avec le monde politique afin de partager ses réflexions sur les enjeux Nord/Sud et de présenter les résultats des projets conduits par les associations et leurs partenaires sur le terrain; garantir la fiabilité de la FGC; promouvoir la notoriété et la visibilité de la FGC; être à l'écoute des besoins de ses membres.

Le 4 octobre 2018, dans le cadre de la Journée Genève solidaire qu'elle organise pour la cinquième fois pour commémorer l'adoption par le Grand Conseil de la loi cantonale sur le financement de la solidarité internationale (2001), la FGC a organisé à Uni Mail une soirée débat intitulée « *17 objectifs pour transformer le monde : stratégie et outils* ». Parmi les membres du panel figuraient le directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Michael Møller; le vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Thomas Gass et la directrice du service de la solidarité internationale (SSI), Maria Jesus Alonso Lormand. Les interventions et le débat ont porté sur la question des partenariats et stratégies à mettre en place par les collectivités publiques et ONG actives dans la coopération au développement pour réaliser les ODD.

8. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Face aux besoins humanitaires qui se sont aggravés ces dernières années, principalement au Moyen-Orient, le CICR a augmenté sa présence dans des contextes de graves crises humanitaires, qui engendrent d'importants déplacements de populations et des situations de sécurité chaque fois plus tendues.

Le CICR est ainsi confronté à une recherche de financements plus large qui l'amène à réfléchir à de nouveaux partenariats, notamment avec l'économie privée. En 2018, dans le cadre de la convention avec le canton de Genève, la contribution de 4 500 000 francs a été affectée aux activités en Afghanistan, en Israël/Territoires occupés, en Colombie et aux Philippines.

9. Aide aux missions diplomatiques des pays les moins avancés (PMA)

En 2018, sur les 48 pays reconnus comme PMA par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 42 ont bénéficié d'une subvention cantonale pour soutenir leur présence à Genève. Le montant maximum fixé pour cette contribution est de 3 000 francs par mois et par pays.

En 2018, la participation financière du canton aux loyers de ces missions diplomatiques a été de 1 454 361 francs. En 2018, le Vanuatu et la Gambie ont ouvert leurs missions diplomatiques à Genève.

10. Les relations avec les autres collectivités publiques

10.1 Communes genevoises

Le 11 septembre 2018 s'est tenue la 11^e rencontre annuelle entre le canton de Genève et les représentants des communes genevoises actives dans la coopération au développement et dans l'aide humanitaire. La commune du Grand-Saconnex a accueilli les représentants d'une quinzaine de communes ainsi que de la Ville de Genève à la Ferme Sarasin. La séance a été ouverte par Monsieur Laurent Jimaja, maire de la Ville du Grand-Saconnex et par le président du Conseil d'Etat.

L'ordre du jour et les discussions ont concerné les objectifs de développement durable au niveau international et au niveau local ainsi que le programme « Best for Geneva ».

L'association 2nd chance, soutenue par le canton et par la commune du Grand-Saconnex, a par ailleurs présenté ses activités médicales en Afrique.

10.2 Direction du développement et de la coopération (DDC)

Le projet de santé mentale en Bosnie-et-Herzégovine reste un modèle de partenariat entre quatre cantons actifs dans la coopération internationale et la coopération suisse. Le directeur de la DDC a reconnu que ce partage de compétences techniques et stratégiques ainsi que l'engagement financier et humain et la collaboration entre institutions cantonales ont contribué au succès du projet de santé mentale en Bosnie-et-Herzégovine et représentent une vraie valeur ajoutée.

A la fin de la deuxième phase du projet, en 2018, les cantons ont considéré qu'ils avaient atteint les objectifs fixés et ont décidé de ne pas participer à la dernière phase du projet qui sera portée uniquement par la DDC.

Un rapport final du projet a été rédigé pour mettre en avant tant les activités et acquis de l'intervention cantonale que la complexité de la démarche et ses points forts et faibles. La valeur ajoutée de la coopération intercantonale se base sur une approche de proximité avec les institutions publiques, parapubliques, associations et fédérations cantonales qui sont actives dans la coopération internationale.

Les cantons espèrent que l'expérience de ce projet pourra servir à reprendre un dialogue constructif entre les cantons et la DDC.

11. Fonds de lutte contre la drogue

Le montant du fonds de lutte contre la drogue inscrit au budget de la solidarité internationale a permis de soutenir six projets, dont quatre provenant d'associations membres de la FGC. A titre d'exemple, on peut citer le soutien de 50 464 francs octroyé au Mouvement pour la coopération internationale (MCI) pour son projet de renforcement des capacités d'enfants vulnérables afin de prévenir la consommation et le trafic de drogues au Pérou, ou le soutien de 80 000 francs accordé à la fondation Goutte d'eau – a child support network – pour son projet de réhabilitation et de prise en charge des enfants des rues et des enfants toxicomanes au Cambodge.

12. Perspectives

Le programme de législature 2018-2023 mentionne l'effort conjoint du canton et des communes genevoises au profit de la solidarité et de la coopération internationale. Le Conseil d'Etat veut s'engager à augmenter les ressources affectées à ce domaine, mais aussi à impliquer chaque département. L'idée est que chaque département élabore son propre projet de coopération, pour lequel il allouera ses propres ressources techniques et compétences humaines. Plusieurs projets sont en cours avec le DT, les HUG, le DIP et l'Université de Genève. D'autres projets sont à développer.

Le canton et la Ville de Genève ont accepté d'octroyer un soutien financier à des chercheurs de l'Université de Genève pour une étude cartographique des ONG à Genève. Cette étude permettra de construire une base de données des ONG de la Genève internationale, en identifiant de manière plus précise les principaux domaines thématiques ainsi que des tendances communes dans le cadre de l'écosystème genevois. Cela devrait aussi permettre de créer un indicateur de présence et d'activités de ces ONG à Genève et de mettre en évidence les domaines « sur » ou « sous » représentés parmi les ONG de la Genève internationale.

Dans le cadre de la prospective Genève 2050, un atelier de réflexion sur le futur de la solidarité internationale devrait permettre de se positionner sur les nouveaux moyens de financement de la coopération (comme les financements publics-privés), sur les nouveaux moyens opérationnels (comme la télémédecine, l'énergie solaire ou les nouveaux besoins de l'aide humanitaire) ou sur les nouveaux défis sociétaux (comme le changement climatique ou la crise migratoire).

Ces réflexions doivent nous aider à anticiper les évolutions de la coopération dans un monde qui évolue rapidement et dans lequel les nouvelles technologies prennent une place de plus en plus décisive.

En outre, la politique cantonale de solidarité internationale est complémentaire avec l'engagement local du développement durable. A l'heure où des jeunes genevois manifestent dans la rue pour réclamer des actions sur la question environnementale, il est important de signaler également l'engagement du canton dans une complémentarité local/global car on sait bien que toute réalisation dans le Nord a des conséquences au Sud et vice-versa.

Les situations humanitaires catastrophiques dans lesquelles vivent des millions de personnes au Bangladesh, en Irak, au Yémen ou au Soudan du Sud (pour ne citer que quelques contextes), nous obligent également à poursuivre notre engagement aux côtés des acteurs présents sur le terrain pour protéger les victimes. Il est de notre devoir de continuer à les soutenir.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI

Le président :
Antonio HODGERS

Annexes :

1. *Budget 2018 de la solidarité internationale*
2. *Liste des projets soutenus en 2018*
3. *Liste des membres de la CCSI*
4. *Nombre de dossiers traités en 2018*
5. *Répartition géographique des projets subventionnés*
6. *Répartition par domaine d'intervention*

Budget 2018

Total SI 2016	Budget	Comptes	Commentaires
01220401	17'040'594		
Subventions accordées:	15'928'000		
➤ FGC	2'500'000	2'500'000	Contrat de prestations
➤ CICR	4'500'000	4'500'000	Selon convention
➤ Aide aux missions des pays les moins avancés	1'548'000	1'454'361	42 Missions PMA
➤ Aide aux pays en développement	7'380'000	7'355'874	
01220402			
Fonds de lutte contre la drogue	540'000	454'401	

ANNEXE 2

DÉPARTEMENT PRÉSIDENTIEL

SERVICE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS SUBVENTIONNÉS 2018

Droits humains et promotion de la paix	1'615'995
NON-VIOLENCE PROJECT FOUNDATION, Ouganda Programme d'éducation visant à la diminution des différentes formes de violence	20'000
KROUSAR THMEY SUISSE, Cambodge Soutien et réintégration des enfants des rues de Poipet	21'888
FRIENDS INTERNATIONAL, Indonésie Responsabilisation des communautés locales et la communauté internationale afin de protéger les droits des enfants et des jeunes vulnérables	27'500
ASSOCIATION TURPIAL, Colombie Protection et participation pour la paix: construction d'une paix inclusive et protective des libertés fondamentales	29'419
BUREAU INTERNATIONAL CATHOLIQUE DE L'ENFANCE (BICE), Côte d'Ivoire fondamentaux	30'000
DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL (DEI), Mauritanie Prise en charge holistique des enfants en conflit avec la loi	30'000
SERVICE INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME (SIDH), Afrique de l'Ouest Protection des droits humains en Afrique de l'Ouest par le renforcement du plaidoyer international des défenseurs des droits de humains	40'000
PEACE WATCH SWITZERLAND (PWS), Guatemala Renforcement institutionnel du partenaire local ACOGUATE	40'000
PEACE BRIGADE INTERNATIONAL (PBI), Honduras Protection et renforcement des organisations locales et défenseurs des droits humains	40'000
FEMMES ARTISANS DE PAIX, Burundi Cercles de paix et développement	50'000
COMITÉ POUR LE CONCOURS GRANDS LACS (CCGL), Rwanda Programme régional de formation en droit international humanitaire et droits humains (6ème édition) . Région des Grands Lacs	50'000
DR DENIS MUKWEGE FOUNDATION, République Démocratique du Congo Création d'un mouvement de survivant-e-s de viols et violences sexuelles	59'516
APPEL DE GENEVE, Colombie Contribution à la protection des populations civiles en Colombie	60'000
SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL SUISSE (SSI), Maroc, Tunisie Protection des enfants et jeunes migrants	60'000
CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES (CCPR), Jamaïque, Honduras, Madagascar, Equateur, Ghana	99'350

Soutien à la coopération entre les acteurs étatiques et non étatiques pour l'application du Pacte relatif aux droits civils et politiques

ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER), Serbie 100'000
Amélioration des conditions de vie des Roms et d'autres personnes vulnérables

CENTRE DE CONSEILS ET D'APPUI POUR LES JEUNES EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME (CODAP), Afrique de l'Ouest et Genève 110'000
Développement de réseaux durables de jeunes en faveur des droits humains

TRACK IMPUNITY ALWAYS (TRIAL), Népal 120'000
Renforcement des capacités de la société civile afin de soutenir les victimes de crimes internationaux

CENTRE HENRY DUNANT POUR LE DIALOGUE HUMANITAIRE (HD), Burundi 130'000
Prévention de l'escalade de la violence

CASA ALIANZA, Honduras 146'606
Protection, prise en charge et réinsertion d'enfants et d'adolescent-e-s migrant-e-s déplacé-e-s, vulnérables et potentiellement victimes de traite

ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA TORTURE (APT), Brésil, Thaïlande, Madagascar 156'716
Mise en œuvre de garanties procédurales pour réduire les risques de torture et de mauvais traitements dans les premières heures suivant l'arrestation

APPEL DE GENEVE, Mali, République Démocratique du Congo 195'000
Contribuer à la consolidation de la paix et à la protection des civils

Éducation et Formation 1'013'015

ASSOCIATION D'AIDE AUX PARAPLEGIQUES D'AFRIQUE, Cameroun 5'000
Construction d'une résidence et d'ateliers pour personnes en situation de handicap

ASSIKLOASSI, Togo 20'000
Construction de trois salles de cours meublées et de latrines au lycée Toulassi-Kondji

DANCE WITH ME, Cisjordanie 25'000
Programme de formation pour les professionnels des écoles visant à l'accompagnement des enfants touchés par le conflit

SWISS PHILANTHROPY FOUNDATION (SPF), Ouganda 36'015
Accès à l'emploi pour les jeunes des bidonvilles

MAASAI AID ASSOCIATION (MAA), Kenya 38'000
Infrastructures scolaires (4 classes) dans 2 villages et campagne contre les mutilations génitales féminines dans 7 villages

ASSOCIATION FRANÇOIS-XAVIER BAGNOUD (FXB), Myanmar 50'000
Formation professionnelle pour les jeunes vulnérables et éducation informelle pour les enfants non scolarisés

ASSOCIATION PALESTINE DEMAÏN, Cisjordanie 60'000
Programme de protection des enfants de la Hope Flowers School

REFUGEE EDUCATION TRUST (RET), Liban 100'000
Renforcement de la résilience et du bien-être des jeunes vulnérables par l'éducation

ASSOCIATION SUISSE DES AMIS DE SŒUR EMMANUELLE (ASASE), Soudan du Sud 150'000
Centre de formation professionnelle à Lologo, près de Juba, Soudan du Sud

Aides aux études et à la formation

CERG-C (UNIGE), Genève	20'000
Bourses pour étudiants provenant de pays en voie de développement pour le Certificat postgrade de spécialisation en évaluation et management des risques géologiques et risques liés au climat (volée 2018)	
GLOBAL STUDIES INSTITUTE (UNIGE) - INZONE, Kenya	40'000
Geneva Summer School: Higher education in emergencies and crisis (InZone-UNHCR)	
CENTRE INTERFACULTAIRE EN DROITS DE L'ENFANT DE L'UNIGE (CIDE), Genève	54'000
Certificate of Advanced Studies en justice juvénile (en ligne)	
ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DE DROITS HUMAINS (ADH), Genève	60'000
Bourses d'étude pour le Master en justice transitionnelle, droits humains et Etat de droit (volée 2018-2019)	
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTION HUMANITAIRE (CERAH), Genève	175'000
Bourses pour étudiants provenant de pays en voie de développement pour des formations en action humanitaire	
INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Genève	180'000
Executive Master in Development Policies and Practices (DPP 2018-2020)	
Environnement	980'088
ASSOCIATION INGÉNIEURS & ARCHITECTES SOLIDAIRES (IAS), Ghana	23'350
Création et alimentation de l'Institut des Energies Renouvelables à Ho	
CARITAS, Mali	26'527
Assurer la sécurité alimentaire grâce à la gestion durable des ressources et des méthodes de production adaptées	
ASSOCIATION LECTURES PARTAGÉES, Colombie	29'000
Soutien à la production et à la commercialisation de produits agro-écologiques dans le département de Nariño	
AQUA ALIMENTA, Afrique de l'Ouest	30'000
Perspectives florissantes pour les petits paysans du Burkina Faso, Mali, Niger et Togo	
NOUVELLE PLANETE, Pérou	30'000
Projet pour la titularisation foncière de 18 communautés indigènes en Amazonie péruvienne	
ASSOCIATION ENFANTS DES COLLINES, Bénin	34'000
L'eau comme source de santé communautaire	
VETERINAIRES SANS FRONTIERES SUISSE, Togo	40'000
Initiative de réconciliation de la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement (phase II)	
HELPCODE SWITZERLAND, Mozambique	50'000
Agroresilience, des pratiques durables pour une agriculture d'adaptation aux nouveaux contextes climatiques	
ASSOCIATION PEPINIERE AMAZONE, Brésil	55'600
Construction d'une pépinière Ashaninka en Amazonie brésilienne	
ACTION DE CAREME, Philippines	60'000
Protection alimentaire des agriculteurs et de la diversité biologique	
FONDATION TERRE DES HOMMES (FTDH), Bangladesh	84'401
Améliorer la résilience des communautés insulaires du District de Kurigram	
UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN), Sénégal	92'210

Renforcement de la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire	
DGEAU-IAS, Madagascar	125'000
Alimentation électro-solaire de l'adduction d'eau potable de Brickaville	
BIOVISION, Kenya	150'000
Conseils sur le terrain: accompagnement et information sur place pour les paysannes et paysans	
SWISSCONTACT, Tanzanie	150'000
Taka Ni Mali: création d'emplois et de revenus grâce à la gestion des déchets	
Aménagement du territoire / Développement communautaire	127'009
FONDS 1% POUR LE DEVELOPPEMENT, Bénin	20'000
Programme intégré d'activités génératrices de revenus et de sécurité alimentaire	
ASSOCIATION SOLIDARITÉ SUISSE-GUINÉE (ASSG), République de Guinée	20'000
Réalisation des infrastructures communautaires en faveur des femmes du marché de Nafaya, quartier Madina, commune urbaine de Labbé	
ASSOCIATION SUISSE DE SOUTIEN AU CENTRE DE JEUNES AVEUGLES DE DSCHANG (CJAD), Cameroun	35'009
Reconstruction d'un bâtiment au Centre de jeunes aveugles de Dschang (CJAD)	
VIRLANIE SUISSE, Philippines	52'000
Soutien à la Maison de Bébé et Tout-petits (BTH) : protéger et prendre en charge les nourrissons et jeunes enfants des rues et communautés marginalisées à Manille	
Santé	1'112'713
THE RED PENCIL INTERNATIONAL, Soudan	15'000
Art-thérapie en faveur d'enfants en situation de handicap à Khartoum	
GOUTTE D'EAU - A CHILD SUPPORT NETWORK (GECSN), Cambodge	35'000
Transfert du centre handicap Damnok Toek de Phnom Penh à Neak Loeung	
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG), Afrique	50'000
Plateforme éducative et collaborative pour un usage sûr, responsable et efficace des médicaments dans les hôpitaux	
MEDECINS SANS FRONTIERES SUISSE (MSF), Honduras	60'000
Prise en charge des victimes de violences dans le District central de Tegucigalpa	
MÉDECINS DU MONDE SUISSE (MDM), Bénin	80'000
Amélioration de la prise en charge pour les survivantes de violences basées sur le genre dans les départements du Littoral, Zou, Borgu et Alibori	
GENEVA INFANT FEEDING ASSOCIATION (IBFAN-GIFA), Afrique de l'Ouest et Centrale, Burkina Faso, Niger	92'713
Promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	
INTERNATIONAL ASSISTANCE MISSION SUISSE (IAM), Afghanistan	100'000
Programme de santé mentale (PSM)	
MEDICUBA-SUISSE, Cuba	100'000
Développement des capacités pour le contrôle des maladies infectieuses à Santiago	
2ND CHANCE, Afrique	130'000

Développement d'une école de formation en chirurgie reconstructive afin de réduire significativement le fardeau des pathologies mutilantes, invalidantes et déformantes

LES AMIS DE SENTINELLES, Afrique 150'000

Prise en charge médico-sociale des enfants atteints de noma

DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE (DNDI), République Démocratique du Congo 150'000

Contrôle de la trypanosomiase humaine africaine dans la perspective de l'élimination de la maladie pour 2020

FIND, Soudan du Sud, Angola, République du Congo 150'000

Stratégie de surveillance intégrée pour éliminer la trypanosomiase humaine africaine

Culture / Sensibilisation 185'468

ASSOCIATION NAI QALA, Genève 5'000

Exposition de photographies «L'éducation des femmes : un espoir pour l'Afghanistan»

THEATRE SPIRALE, Sénégal 20'000

«Le Pont», formation et développement par le théâtre

FONDATION HIRONDELLE, Suisse/Afrique 50'000

Projet de couverture médiatique par JusticeInfo.net de plusieurs contextes de justice transitionnelle

Classes solidaires

CAP AILLEURS, Madagascar 20'000

Voyage d'entraide, Ecole Steiner

COLLEGE VOLTAIRE, Sénégal 20'188

Voyage solidaire

CAYLA SOLIDAIRE, Sénégal 35'000

Construction de 25 latrines dans le hameau de Tokossone (village de Somb)

ASSOCIATION CLASSE SOLIDAIRE BUDE, Madagascar 35'280

Une passerelle et une médiathèque pour Sakatia

Coopération décentralisée 27'700

HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG), Cameroun 27'700

Consultation pour la prévention du cancer du col et la santé de la femme

Aide humanitaire 1'527'511

SWISS ACADEMY FOR DEVELOPMENT, Ouganda 50'000

Moyo

ASSOCIATION FRANÇOIS-XAVIER BAGNOUD (FXB), Burundi 55'000

Reconstruction d'habitations suite aux inondations du 28 avril 2018 à Bujumbura

UNION DES ORGANISATIONS DE SECOURS ET SOINS MEDICAUX SUISSE (UOSSM), Syrie 58'312

Soutien au centre de réhabilitation de Sarmada (janvier - avril 2018)

UNION DES ORGANISATIONS DE SECOURS ET SOINS MEDICAUX SUISSE (UOSSM), Syrie 59'199

Soutien au centre de réhabilitation de Sarmada (septembre - novembre 2018)

CARITAS SUISSE, Jordanie 60'000

Génération de revenus dans le secteur des déchets

FONDATION MIDDLE EAST CHILDREN'S INSTITUTE INTERNATIONAL (MECI), Jordanie 60'000

"Drop-out", un programme d'éducation non-formelle certifié pour les adolescents déscolarisés réfugiés et défavorisés

SAVE THE CHILDREN SUISSE, Philippines 60'000

Aide d'urgence en espèces pour les victimes du cyclone Mangkhut

FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Irak 125'000

Assistance mécanique pour le déblaiement de décombres et le déminage d'engins explosifs improvisés (IED)

CROIX-ROUGE SUISSE (CRS), Bangladesh 150'000

Soutien aux réfugiés

CROIX-ROUGE SUISSE (CRS), Indonésie 150'000

Soutien aux victimes du tsunami

MEDAIR, Jordanie, Liban

Renforcement des mécanismes de protection des réfugiés syriens et des communautés d'accueil vulnérables

150'000

MEDECINS SANS FRONTIERES SUISSE (MSF), Yemen 150'000

Maintien de l'accès aux soins pour les victimes du conflit

MEDECINS SANS FRONTIERES SUISSE (MSF), République Démocratique du Congo 200'000

Activités de vaccination contre le virus Ebola

MEDECINS SANS FRONTIERES SUISSE (MSF), Syrie 200'000

Prise en charge médicale de la population déplacée dans le gouvernorat d'Al-Hassaké

Total des projets acceptés par le service de la solidarité internationale 6'589'499

Manifestations à Genève impliquant des acteurs des pays en développement 766'375

FEDERATION SUISSE DES SOURDS (FSS), Genève 1'000

Conférences-échanges en Suisse

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM), Genève 5'000

Contribution au Festival international du film sur les migrations 2018

REPORTERS SANS FRONTIÈRES SUISSE (RSF), Genève 10'500

Contribution à l'album de photographies «Grands reportages» 2018

FÉDÉRATION MONDIALE DES ASSOCIATIONS POUR LES NATIONS UNIES (FMANU), Genève 14'756

Formation droits humains pour jeunes leaders «Droits Humains en Action»

CHILD RIGHTS CONNECT (CRC), Genève 18'844

Participation de délégué-e-s de pays en développement aux pré-sessions du Comité des droits de l'enfant

GENEVA INTERNATIONAL MODEL UNITED NATIONS (GIMUN), Genève 20'991

Participation de dix délégué-e-s de pays en développement à la 19ème édition de la conférence annuelle de modélisation des Nations Unies

UNITERRE, Genève 25'284

Participation de représentants de la société civile de pays en développement à la 5ème session du Groupe de travail sur la Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en zone rurale

FONDATION MARTIN ENNALS, Genève 30'000

Renforcement de la protection des défenseurs des droits humains et activités de plaidoyer (Prix Martin Ennals)

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE GENEVE (GIFF), Genève Projet «The Enemy» proposé dans le cadre de la Geneva Peace Week	30'000
GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DESADDICTIONS (GRE), Genève Plateforme genevoise sur la santé, les droits humains et les substances psychoactives	40'000
CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES (DOCIP), Genève Programme de transfert de capacités pour organisations autochtones venant de pays en crise	60'000
CENTRE EUROPE TIERS MONDE (CETIM), Genève Programme droits humains (paysans et communautés affectées)	60'000
GENEVA HEALTH FORUM (GHF), Genève 7ème édition du Geneva Health Forum	60'000
ICAN - CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DE L'ARME NUCLÉAIRE, Genève Réunion de campagne à l'occasion du comité préparatoire du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP)	60'000
INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Genève Revue internationale de politique de développement (DEVPOL)	60'000
UPR INFO, Genève Pré-sessions à l'Examen Périodique Universel	60'000
ASSOCIATION IRIN, Moyen-Orient, Afrique du Nord Reportages et analyses de crises humanitaires	60'000
COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES (CIJ), Genève et Guatemala Garantir l'égalité d'accès à la justice dans les systèmes judiciaires traditionnels et étatiques	150'000
Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)	2'500'000
Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)	1'454'361
Convention entre l'Etat de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	4'500'000
Fonds de lutte contre la drogue	454'401
GOUTTE D'EAU - A CHILD SUPPORT NETWORK (GESCN), Cambodge Réhabilitation et stabilisation des enfants des rues et des enfants toxicomanes de Poipet	80'000
FONDATION TERRE DES HOMMES (FTDH), Roumanie «Alternative Education Club - Ferentari»	106'802
<i>Projets présentés par des associations membres de la FGC</i>	
MOUVEMENT POUR LA COOPERATION INTERNATIONALE (MCI), Pérou Renforcer les capacités d'enfants vulnérables pour prévenir la consommation et le trafic de drogues, dans le quartier de la Hoyada de la ville de Pucallpa (première étape)	50'464
HELVETAS, Bolivie Appui à la chaîne de valeur de cacao de qualité comme alternative à la coca	60'000
INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN SUISSE (IDH), Bolivie Prévention des drogues et autres addictions chez les élèves du Département de Cochabamba	77'135
TERRE DES HOMMES SUISSE, Colombie Femmes, enfants et jeunes libres de violences à Buenaventura	80'000

ANNEXE 3

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CCSI)

Présidence**Maria Jesus ALONSO LORMAND**

Directrice du service de la solidarité internationale
Rue du Vieux-Marché 4
1207 Genève
Tél : 022 388 15 43
e-mail : mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch

Membres internes à l'Etat**Pierre-Yves PETTINA**

Suppléante: Marie-Hélène DUBOULOZ-SCHAUB
DIP

Direction générale de l'enseignement secondaire
II Collège et Ecole de commerce Emilie-Gourd
Rue Le-Corbusier 15
1208 Genève
Tél : 022 782 75 11
e-mail : pierre-yves.pettina@edu.ge.ch
e-mail : marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch

Nicole ROSSET

Suppléant: Bruno LAB
DES

HUG – Direction des affaires extérieures
NRO: Rue Gabrielle-Perret-Gentil 4
BLA: Rue Gabrielle-Perret-Gentil 6
1205 Genève
Tél : 022 305 41 50
e-mail : nicole.rosset@hcuge.ch
e-mail : bruno.lab@hcuge.ch

Membres externes**Adib NAHAS**

Suppléant: Abraham DOBLADO
Représentant CICR

CICR
Avenue de la Paix 19
1202 Genève
Tél: 022 734 60 01
e-mail : anahas@icrc.org
e-mail : adoblado@icrc.org

Beata GODENZI

Experte coopération

Beata Godenzi
Chemin de la Colline 2
1212 Grand-Lancy
Tél: 079 777 49 83
e-mail : beatagodenzi@gmail.com

Patrick KILCHENMANN

Expert environnement

Dropstone-SARL
Rue Hugo-de-Senger 3
1205 Genève
Tél: 079 194 35 73
e-mail : pkilchenmann@dropstone.ch

Eric BURNIER
Expert santé publique

Eric Burnier
Route de Cara 51
1243 Presinge
Tél: 078 910 43 44
e-mail: burnier.eric@gmail.com

Christophe GOLAY
Expert droits humains

Académie de droit international
humanitaire et droits humains
Villa Moynier
Rue de Lausanne 120B
CP 1063
1211 Genève
e-mail: christophe.golay@graduateinstitute.ch

Secrétariat CCSI

Susana SIMOES ABBASI
Chargée de projets

Rue du Vieux-Marché 4
1207 Genève
Tél : 022 388 15 44
e-mail : susana.simo-es-abbasi@etat.ge.ch

ANNEXE 4

Tableau récapitulatif - Nombre de dossiers traités en 2018

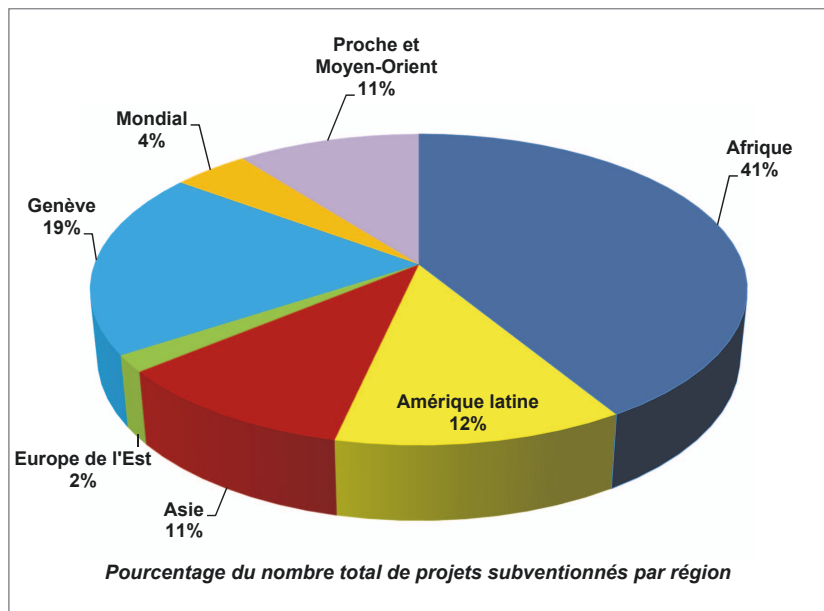
<i>Projets fonds solidarité internationale</i>	Projets traités	Acceptés	Refusés	Reconduits
Droits Humains et Promotion de la Paix	25	10	2	13
Environnement	17	8	2	7
Aide humanitaire	15	13	1	1
Développement communautaire	6	3	2	1
Education / formation	15	5		10
Coopération décentralisée	1	1		
Culture et sensibilisation	7	6		1
Santé	15	7	3	5
Manifestations à Genève (GI)	18	16		2
Total	119	69	10	40

<i>Projets fonds Drogue et développement</i>	Projets traités	Acceptés	Refusés	Reconduits
Total	6	5	0	1

6 autres projets ont été considérés hors critères
22 projets sont en cours d'instruction fin 2018.

ANNEXE 5

Répartition géographique des projets de la solidarité internationale en 2018



ANNEXE 6

Répartition des projets par domaine d'intervention de la solidarité internationale en 2018

